

*Initiatives ministérielles*

d'opposition, il a le devoir, non seulement de s'opposer à ce projet de loi, mais également de proposer des solutions de rechange.

**M. Jim Karpoff (Surrey-Nord):** Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir intervenir ce soir dans le débat au nom des habitants de Surrey-Nord.

Beaucoup le savent, j'ai mené un sondage auprès de mes électeurs pour savoir s'ils sont pour ou contre la TPS. Ils sont contre dans une proportion de 98 p. 100. De plus, j'ai reçu des pétitions réunissant des milliers et des milliers de signatures, dont encore 4 500 cette semaine de la part de personnes âgées de ma circonscription qui s'opposent à la TPS.

Le plus grand problème, me dit-on constamment, c'est que les arguments des conservateurs en faveur de la TPS n'ont aucune crédibilité. Je vais passer en revue certaines des raisons pour lesquelles mes électeurs ne croient pas que le gouvernement leur dise la vérité.

Tout d'abord, les ministériels disent que la taxe sur les ventes des fabricants est mauvaise et nous coûte des emplois. Je suis d'accord. Mais alors, si cette taxe est si mauvaise, mes électeurs ne peuvent comprendre pourquoi le ministre des Finances l'a haussée de 8 p. 100 à 9 p. 100, à 10 p. 100, à 11 p. 100, à 12 p. 100 et enfin à 13,5 p. 100. Le ministre a commencé par dire que la TPS n'aurait aucune incidence sur les recettes. C'est ce qu'il a affirmé. Il dit maintenant qu'il faut imposer cette taxe pour remédier au problème de la dette.

Qu'est-ce qui est vrai? Mes électeurs me disent qu'il ne veut pas vraiment y remédier. S'il y tenait vraiment, pourquoi a-t-il présenté la semaine dernière à la Chambre une mesure qui donne encore 350 millions de dollars en concessions fiscales aux riches, aux contribuables gagnant 86 000 \$, en leur permettant d'éviter plus facilement de payer l'impôt sur les REER. Quant aux contribuables gagnant moins de 37 000 \$, il leur a rendu plus difficile de contribuer à leur REER. Voilà ce qui se passe vraiment.

L'an dernier, le fisc a perdu 10,1 milliards de dollars parce que les riches ont évité de payer de l'impôt en contribuant à leur REER.

Les gens ne croient pas le gouvernement quand il dit que la taxe restera à 7 p. 100. En Nouvelle-Zélande, la taxe et passée de 7 p. 100 à 12 p. 100. En Grande-Bretagne, elle a grimpé à 15 p. 100.

Ma circonscription est celle qui croît le plus rapidement. Les mises en chantier y sont plus nombreuses que

n'importe où ailleurs. Les nouveaux logements ont une importance vitale pour cette municipalité. Les gens de ma circonscription ont reçu un dépliant qui dit: «Dans l'ensemble, la ristourne au logement offerte dans le cadre de la TPS assurera que les acheteurs de maisons paieront à peu près le même montant de taxe sur leurs nouvelles maisons après le 1er janvier.»

Que disent les gens qui s'y connaissent? L'Association des constructeurs d'habitations a publié un rapport détaillé, qui renferme 28 pages de calculs. Que dit-elle? Que le prix d'une nouvelle maison va augmenter de presque 5 000 \$.

J'ai fait faire d'autres calculs détaillés par un bureau de fiscalistes-conseils. Ces experts ont tenu compte du coût réel du terrain comparativement au coût des matériaux de construction et de la main-d'oeuvre. Ils ont calculé la taxe sur les ventes des fabricants qui s'applique aux maisons construites aujourd'hui. Ils disent que la TPS va faire monter le prix des maisons d'un peu plus de 5 000 \$.

Les calculs font voir que dans les grandes villes et dans les régions à croissance rapide comme Vancouver et Toronto, l'augmentation pourrait atteindre 9 000 \$, et si la TPS pousse les intérêts à la hausse, le prix d'une nouvelle maison pourrait augmenter de 14 000 \$.

Le gouvernement réplique que les calculs sont erronés. L'Association des constructeurs d'habitations réclame des chiffres détaillés du gouvernement depuis l'automne dernier. J'ai ici un document qu'elle a émis dans la dernière semaine et où elle dit que le gouvernement refuse de fournir des calculs détaillés. Il refuse parce qu'il sait qu'il trompe délibérément les Canadiens.

Les Canadiens ne croient pas à cette publicité astucieuse qui vise au mieux à les induire en erreur et au pire à les tromper et à les leurrer.

Le gouvernement prétend que la taxe n'aura aucune incidence sur les loyers. Pourtant, les économistes du domaine du logement déclarent tout net que, en raison de la hausse de 300 \$ à 400 \$ des coûts de production des unités locatives, les locataires devraient payer au moins 30 \$ de plus par mois.

Parmi mes électeurs qui déclarent ne pas faire confiance au gouvernement et ne pas ajouter foi à ses propos, il y a notamment les petits entrepreneurs. Ils s'inquiètent de ce qu'ils vont éprouver encore plus de difficultés à administrer cette taxe, de ce que les consommateurs auront encore moins d'argent à dépenser et du fait qu'ils devront payer 7 p. 100 sur tous les produits et sur tous les services. Le pouvoir d'achat des consommateurs va s'en trouver réduit.